

STOP A LA DESTRUCTION DE NOTRE SECTEUR !



L'action sociale mérite mieux qu'un encéphalogramme plat !



Aujourd'hui, l'ensemble du personnel éducatif, technique, administratif et logistique des établissements et services de l'action sociale, médico-sociale, privée et publique est à bout de souffle.

Pas un secteur n'est épargné par les mises en place de politiques nocives et basées uniquement sur une logique capitaliste.

Un système qui pense le travail social comme un coût pour la nation et non un investissement, est un système malade : *objectifs de diminution des financements, process visant à tirer des profits, mise en concurrence par des appels à projet, nomenclature Sérafin-ph, nouvelles stratégies immobilières, le développement de contrats à impact social...*

L'être humain n'est pas une marchandise !!!

L'ensemble des salariés de ce secteur l'a d'ailleurs bien compris. Nous ne sommes plus que des variables d'ajustement comme le serait le prix des denrées alimentaires.

Ce système est fou !!!

Il laisse mourir des enfants dans la protection de l'enfance :

• par manque de place dans les structures d'accueil, des centaines de mesures en attente dans chaque département

• surtout, et un manque de professionnel qualifié en nombre suffisant pour permettre une prise en charge digne.

• Il abandonne les personnes précaires sur le bord de la route, exclues des politiques d'aide. Pire, il les culpabilise et les infantilise en leur imposant du bénévolat pour mériter l'aumône du RSA.

• Il oblige les familles des personnes en situation de handicap à choisir entre leur travail ou le domicile pour la prise en charge du membre de leur famille, faute de ces places institutionnelles supprimées au fil des années.

• Il fait miroiter l'inclusion dans le milieu dit ordinaire comme unique solution pour permettre d'inscrire la personne en situation de handicap dans la société, sans mise en place des moyens financiers et humains nécessaires.

Il quantifie et tarifie tout, alors que la vie humaine n'a pas de prix !

• Nous, les professionnels du secteur médico-social et social, privé/public, crions **STOP !!!**

Figéac le 28/03/2024 - IPNS - Ne pas jeter sur la voie publique.

➡ Nous voulons le Ségur/Laforcade pour tous, nous voulons :

- ▶ des salaires décents pour ne plus être des travailleurs précaires au service des plus fragiles,
- ▶ des droits de haut niveau pour assurer une qualité de prise en charge de haut niveau,
- ▶ des ouvertures d'établissements/de places/de services pour répondre aux besoins de tous sur tout le territoire,
- ▶ l'embauche de personnels formés...

L'UFAS CGT, l'UD CGT46, l'UL CGT de Figeac appellent TOUS les SALARIÉS du SECTEUR de l'ACTION SOCIALE à FAIRE GREVE

LE 4 AVRIL 2024

à participer à une conférence de presse à 14h00 l'UL CGT de FIGEAC

à participer aux actions à CAHORS (voir au dos)
à faire connaître vos actions dans vos établissements

COLLECTIF LES
TRUFFES
DU SOCIAL

TERROR, RARE, PRÉCIEUX, INVISIBLE...

le lot
46
cgt

URGENCE SOCIALE LE 4 AVRIL
GRÈVE NATIONALE LE 4 AVRIL

DEVANT LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU LOT
(CAHORS)

A PARTIR DE 12H00

Et piquets de grève devant nos établissements

UNE RÉMUNÉRATION
DIGNE POUR
TOUTES ET TOUS

12H00 : PIQUE NIQUE
REVENDICATIF
14H00 : RASSEMBLEMENT
VISIBLE ET SONORE

DES MOYENS À LA
HAUTEUR
DES BESOINS

SEGRU
LAFORCADE
POUR TOUS

L'ARRÊT DE LA
MARCHANDISATION DE
NOTRE SECTEUR

LE RESPECT DES
PERSONNES
ACCOMPAGNÉES

Comme confirmé par le Haut Conseil au Travail Social dans son livre blanc, « Jamais dans son histoire, le secteur social n'a connu une crise d'attractivité aussi intense. **Le travail social est aujourd'hui dans une situation de rupture.** »

Face à une explosion des situations de précarité, une inflation galopante, une crise du logement massive, une crise écologique qui impacte les plus vulnérables ; **les politiques publiques ne sont pas à la hauteur des enjeux** (loi immigration, réformé(s) du chômage, réforme(s) des retraites, etc.). La solidarité est présentée comme une charge, « de l'argent gâché, un pognon de dingue » alors qu'elle constitue un investissement pour « **faire société** ». Les conséquences sont dramatiques pour les personnes accompagnées et ne présentent aucune efficacité pour réduire les inégalités comme le constate lui-même l'état (Cf. rapport de la DRESS). Ces actions conduisent à renforcer les inégalités, à exclure davantage des dispositifs, à créer des « incasables », à augmenter les situations de souffrance, de détresse.

Sur le terrain, **le manque de moyens humains, financiers et matériels est toujours criant**, réduisant les travailleurs sociaux à toujours plus de « bricolage » et « actions à moyens constants ». Cette situation est renforcée par un management par le chiffre, une amplification de la bureaucratisation, un empiement des dispositifs, une marchandisation de l'offre, une multiplication d'appels à projets, etc.

Nous sommes à bout de souffle, et observons un nivellement vers le bas des accompagnements mais **NOUS NE NOUS ACCOMODERONS PAS DE CETTE SITUATION !!!** A cela s'ajoute une **précarisation de notre secteur** avec une absence d'augmentation de salaire depuis 20 ans, une perte de pouvoir d'achat importante. La remise en cause des acquis de nos conventions collective actuellement vient confirmer la logique ultra-libérale contrée sur une gestion comptable de nos professions sans intérêts pour les professionnels.

Depuis plusieurs années, **nous alertons** et sollicitons les pouvoirs publics sur cette situation sans réponse à la hauteur des enjeux. **La situation est alarmante !** Les départs, démissions, ruptures, burn out augmentent réduisant d'autant plus les possibilités d'accompagnement respectant la dignité des personnes.

Face à cette situation, nous, collectifs des truffés du social, travailleurs sociaux du secteur publics et privés seront en grève le 4 avril pour :

- Des moyens humains, financiers et matériels à hauteur des besoins de la population, du fonctionnement des établissements et services
- Le respect de nos corps de métiers et des missions qui en découlent
- Une rémunération digne pour le public et privé, pour l'ensemble des professions exerçant dans les institutions et services (travailleurs sociaux, personnels administratifs, services généraux, etc.)
- Le maintien de tous nos acquis conventionnels qui reconnaissent nos conditions de travail et nos besoins (repos, maladie, etc.)
- L'arrêt de la marchandisation de notre secteur et la recherche de rentabilité
- Pour garantir que la relation, le lien, le respect de l'humanité de chaque personne accompagnée redevienne le cœur de toute nos actions.